Informations de base

2006/2503(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur le Pérou, extradition et procès de l'ancien président Alberto Fujimori **Subject** 6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde **Zone géographique** Pérou	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
19/01/2006	Décision du Parlement	T6-0030/2006	Résumé
19/01/2006	Résultat du vote au parlement		
19/01/2006	Débat en plénière		
19/01/2006	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2006/2503(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B6-0055/2006	17/01/2006	
Proposition de résolution		B6-0059/2006	17/01/2006	
Proposition de résolution		B6-0062/2006	17/01/2006	
Proposition de résolution		B6-0066/2006	17/01/2006	
Proposition de résolution		B6-0070/2006	17/01/2006	
Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité		T6-0030/2006	19/01/2006	Résumé

Résolution sur le Pérou, extradition et procès de l'ancien président Alberto Fujimori

2006/2503(RSP) - 19/01/2006 - Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le Pérou.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE-DE, PSE, ALDE, Verts/ALE et GUE/NGL.

Félicitant les autorités chiliennes et péruviennes qui ont offert leur coopération pour arrêter M. Fujimori (accusé de 22 chefs d'accusation au Pérou pour violations des droits de l'homme et corruption), le Parlement réaffirme que la **lutte contre l'impunité est l'un des piliers de la politique de l'Union dans le domaine des droits de l'homme**. Dans ce contexte, le Parlement soutient l'extradition de M. Fujimori vers le Pérou, et augure que ce dernier comparaisse devant le tribunal pour répondre de ses accusations.

Le Parlement demande enfin au gouvernement péruvien de prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer une politique de totale protection des témoins des faits qui sont reprochés à M. Fujimori.